

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Appel à la grève générale reconductible dans les Ardennes

- 60 ans, pas un an de plus, pas un euro de moins ! -

Date de mise en ligne : dimanche 17 octobre 2010

Démocratie & Socialisme

Appel à la grève générale reconductible dans les Ardennes

L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, CFE-CGC) des Ardennes a voté vendredi à Charleville-Mézières un appel à la grève générale reconductible à partir de lundi contre la réforme des retraites, a-t-on appris de sources syndicales.

Les syndicats ont lancé un appel à la « grève reconductible dans tous les secteurs d'activités », a déclaré à l'AFP Patrick Lattuada, secrétaire général de l'Union départementale CGT des Ardennes.

Pour l'instant il s'agit d'une initiative unique en France », a-t-il expliqué, soulignant que la dernière manifestation du 12 octobre avait atteint selon lui 10.000 personnes (7.000 selon la police), « des chiffres qu'on n'avait pas atteints depuis 1968 ».

« La base, les salariés ardennais réclamaient ça », a-t-il ajouté, évoquant « un vrai ras-le-bol » et une « saturation » du fait que « le gouvernement ne prenne pas en compte les revendications et les attentes de la population ».

« Pour nous c'était une démarche naturelle », a quant à elle déclaré Sylvie Cochard, secrétaire générale de la CFDT des Ardennes. « Certaines personnes ont fait grève depuis la dernière manifestation, (...) ne veulent pas s'arrêter là et ne veulent pas rester seules », a-t-elle ajouté.

Selon M. Lattuada, 250 à 300 syndicalistes du public et du privé se sont rassemblés à la maison des syndicats vendredi en assemblée générale.

Cet appel doit être soumis aux salariés lors d'assemblées générales dès lundi matin, et une AG intersyndicale interprofessionnelle doit se réunir lundi soir afin de se prononcer sur la reconduction du mouvement.

Les syndicats de l'usine PSA (Peugeot Citroën) de Charleville-Mézières, qui compte 2.300 à 2.500 salariés, doivent se réunir lundi matin, et devraient « probablement » décider de procéder à des débrayages, selon M. Lattuada.

Leur presse (AFP), 15 octobre 2010